

Annexe - Feuille de route nationale de lutte contre les violences conjugales issue du Grenelle

N°	Mesure	Pilote
1	Mettre en place un module de formation initiale et continue sur l'égalité rendu obligatoire à destination des personnels de l'éducation nationale (enseignants, personnels d'éducation, cadres etc).	Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports
2	Dédier un conseil de vie collégienne et un conseil de vie lycéenne à la réalisation d'un diagnostic annuel sur l'égalité filles-garçons en milieu scolaire, avec une attention portée à la participation des élèves en situation de handicap.	Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports
3	Diffuser à tous les établissements scolaires un document unique de signalement et un guide d'utilisation pour mieux repérer et signaler les violences intrafamiliales.	Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports Secrétariat d'Etat chargé de l'enfance et des familles
4	Mettre en place une sensibilisation obligatoire sur la prévention des violences conjugales dans le cadre du service national universel (SNU) mais aussi du Plan mercredi ou des Cités éducatives.	Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports
5	Etendre les horaires du 3919 et le rendre accessible, aux personnes en situation de handicap	Ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances
6	Lever le secret médical en cas de danger immédiat pour la victime	Ministère des solidarités et de la santé
7	Créer une cartographie des professionnels et des structures engagées dans la prévention et la prise en charge des victimes de violences conjugales à destination des professionnels de santé	Ministère des solidarités et de la santé
8	Mettre à disposition des professionnels de santé un outil d'évaluation de la gravité et de la dangerosité des situations de violences conjugales	Ministère des solidarités et de la santé
9	Juger plus vite et efficacement par le déploiement de "filiales d'urgence"	Ministère de la justice

10	Auditer sur l'accueil des victimes dans les services de police et unités de gendarmerie	Ministère de l'intérieur
11	Mettre en place suite à chaque féminicide un « retex » au-niveau local, associant l'ensemble des professionnels concernés (police ou gendarmerie, justice, travailleurs sociaux, médecins, professionnels de l'Éducation nationale etc.)	Ministère de la justice
12	Créer 80 postes supplémentaires d'intervenants sociaux dans les commissariats et gendarmeries bénéficiant d'un financement de l'Etat	Ministère de l'intérieur
13	Instaurer un parcours renforcé de formation initiale et continue à l'accueil des femmes victimes de violences conjugales pour les policiers et les gendarmes	Ministère de l'intérieur
14	Elaborer une grille d'évaluation du danger	Ministère de l'Intérieur
15	Diffuser un document d'information auprès de toute victime se rendant dans un commissariat ou une gendarmerie	Ministère de l'intérieur
16	Faciliter la prise de plainte pour les victimes de violences conjugales dans l'incapacité de se déplacer notamment lorsqu'elles sont hospitalisées	Ministère de l'intérieur Ministère de la justice
17	Consolider et développer des structures dédiées à la prise en charge sanitaire, psychologique, sociale des femmes victimes de violences	Ministère des solidarités et de la santé
18	Mieux accompagner la victime avec l'assistance d'un avocat	Ministère de la justice
19	Interdire la médiation pénale et encadrer la médiation familiale en cas de violences conjugales	Ministère de la justice
20	Reconnaitre le phénomène du "suicide forcé" avec la mise en place d'une nouvelle circonstance aggravante pour les auteurs de violences en cas de harcèlement ayant	Ministère de la justice
21	Créer 1000 nouvelles solutions de logement et d'hébergement.	Ministère chargé du logement
22	Améliorer la coordination entre les SIAO et la plateforme 3919 pour la prise en charge en urgence des femmes victimes de violences.	Ministère chargé du logement
23	Mettre à disposition des forces de l'ordre une plateforme de géolocalisation des places d'hébergement d'urgence, utilisable en cas de carence du 115.	Ministère chargé du logement Ministère de l'intérieur

24	Faciliter l'accès des femmes victimes de violences à la garantie Visale (garantie locative), pour qu'elles puissent bénéficier d'une caution locative gratuite et trouver un logement plus facilement	Ministère chargé du logement
25	Ouvrir le droit aux victimes sous ordonnance de protection de débloquer leur épargne salariale de façon anticipée pour ce motif	Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion Ministère de la justice
26	Actualiser le guide relatif à l'égalité professionnelle à destination de TPE-PME afin d'y intégrer la problématique des situations de violences conjugales	Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion Ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances
27	Intégrer la problématique des violences conjugales aux plans de santé au travail et aux plans régionaux de santé au travail, pour réduire les conséquences des violences conjugales sur le lieu de travail	Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion
28	Proposer aux partenaires sociaux membres de la commission du label égalité professionnelle d'intégrer au cahier des charges du label égalité professionnelle un axe relatif à la prise en compte des violences conjugales	Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion Ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances
29	Déployer dans chaque région un centre de ressources pour accompagner les femmes en situation de handicap dans leur vie intime et leur parentalité	Ministère des solidarités et de la santé Secrétariat d'Etat chargé des personnes handicapées
30	Rappeler à l'ensemble des établissements et services médico-sociaux la nécessité du respect de l'intimité et des droits sexuels et reproductifs des femmes accompagnées	Ministère des solidarités et de la santé Secrétariat d'Etat chargé des personnes handicapées
31	Lancer une formation en ligne certifiante pour faire monter en compétence massivement les différents professionnels qui interviennent notamment dans les établissements et services médico-sociaux	Ministère des solidarités et de la santé Secrétariat d'Etat chargé des personnes handicapées
32	Demander systématiquement un état de la situation à l'aide sociale à l'enfance en cas de violence conjugale, et à défaut une évaluation administrative de la situation	Ministère des solidarités et de la santé
33	Développer les espaces de rencontre, lieux neutres protégeant les mères et leurs enfants en cas de séparation	Ministère des solidarités et de la santé
34	Promouvoir les auditions des Unités d'Accueil Pédiatriques Enfants en Danger (UAPED) afin de recueillir dans de bonnes conditions la parole de l'enfant	Ministère de la justice

35	Suspension systématique de l'exercice de l'autorité parentale en cas d'homicide conjugal	Ministère de la justice
36	Donner la possibilité au juge pénal d'aménager ou de suspendre l'autorité parentale du conjoint violent	Ministère de la justice
37	Décharger les descendants de leur obligation alimentaire envers le parent condamné pour homicide volontaire de l'autre parent	Ministère de la justice
38	Mieux connaître les profils socio-démographiques des auteurs	Ministère de la justice
39	Evaluer la dangerosité criminologique des auteurs	Ministère de la justice
40	Généraliser le bracelet anti-rapprochement	Ministère de la justice
41	Renforcer les mesures de suivi de l'auteur et de prévention de la récidive à partir de pratiques déjà développées par certaines juridictions	Ministère de la justice
42	Renforcer les mesures de suivi de l'auteur et de prévention de la récidive par la mise en place de 2 centres de suivi et de prise en charge des auteurs par région.	Ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances
43	Encadrer les permis de visite en détention	Ministère de la justice
44	Prévenir et prendre en charge les violences conjugales liées aux addictions par la formation des professionnels en addictologie et des acteurs prenant en charge les victimes de violences conjugales	Ministère des solidarités et de la santé
45	Procéder à une évaluation médico-sociale (dès le stade de l'enquête) des auteurs de violences, pour enclencher plus rapidement les dispositifs de suivi et de prise en charge adaptés	Ministère de la justice
46	Saisir les armes blanches et les armes à feu des auteurs de violences, dès le dépôt de plainte	Ministère de la justice
47	Faciliter la prise de plainte pour les victimes de violences conjugales et sexuelles à l'hôpital	Ministère de la justice Ministère de l'intérieur Ministère des solidarités et de la Santé

48 Mesure Mérignac	Le déploiement de 3000 téléphones grave danger d'ici début 2022	Ministère de la justice
49 Mesure Mérignac	Plan de renforcement de la mise en œuvre des bracelets anti-rapprochement (BAR)	Ministère de la justice
50 Mesure Mérignac	Renforcement du contrôle de la détention et de l'acquisition des armes	Ministère de l'intérieur
51 Mesure Mérignac	Création d'un fichier unique de suivi des auteurs de violences conjugales	Ministère de l'intérieur
52 Mesure Mérignac	Création d'une Cellule interministérielle de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles	Ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances
53 Mesure Mérignac	Simplification des instances locales de pilotage et de coordination des acteurs en charge de la politique de lutte contre les violences au niveau local	Ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances